



SOMMAIRE

D'abord, défendre la souveraineté P1

Un port chinois au Pakistan P6

Une puissance néocoloniale en Afrique P8

Mission : bâtir un monde harmonieux P10

D'abord, défendre la souveraineté

Nouvelle puissance mondiale, la Chine entend jouer un rôle majeur. Une stratégie qui cadre rarement avec la politique de Washington. L'analyse du grand reporter James Traub.

Fin juillet 2006. La nuit est déjà bien avancée, le Conseil de sécurité des Nations unies continue à débattre de la formulation d'une "déclaration de la présidence" fustigeant Israël pour le bombardement d'un poste d'observateurs de l'ONU dans le sud du Liban, qui a fait quatre morts. L'ambassadeur chinois Wang Guangya perd son sang-froid. Du jamais-vu, ou presque : diplomate chevronné, Wang fait habituellement preuve d'un calme impressionnant. Mais il se trouve que l'une des quatre victimes est chinoise, et le refus des Etats-Unis de condamner Israël sans réserves pour ce bombardement a fini par l'exaspérer. Circonstance aggravante, les Etats-Unis ne sont pas représentés par leur ambassadeur, John Bolton, mais par un diplomate de second rang – une entorse au protocole que Wang a visiblement prise pour un affront prémédité.

Sans nommer de pays – il a perdu son calme, pas le sens des réalités –, Wang fustige la "tyrannie de la minorité au sein du Conseil" et avertit que cela "aura des implications sur les futures discussions" concernant d'autres sujets. A la fin de la réunion, il se plante devant les journalistes accrédités à l'ONU et se livre durant une dizaine de minutes à un savant numéro diplomatique, regrettant que la déclaration de la présidence ait été "vidée d'une bonne partie de sa substance", observant à

plusieurs reprises qu'il fallait "tenir compte des préoccupations des autres pays" et prédisant que la "frustration" qu'éprouvait son pays "affecterait d'une façon ou d'une autre les relations de travail". La prestation était soigneusement calibrée. A l'époque, pas si lointaine, où la république populaire de Chine menait une "diplomatie de la crise de nerfs", cela aurait pu être le signal d'une vraie rupture. Mais, aujourd'hui, la Chine se soucie trop de l'ordre international pour se livrer à telles gesticulations révolutionnaires. Du reste, à l'époque, aucun ressortissant chinois n'aurait participé à une mission d'observation de l'ONU au Liban, et la République populaire se serait sans doute désintéressée de la question. **Mais la Chine aspire désormais à jouer un rôle actif sur la scène internationale**, ce qui explique qu'elle nomme à l'ONU des diplomates aussi aguerris que Wang. Ça, c'est la bonne nouvelle. La mauvaise, c'est que **la Chine a une vision de l'"ordre international" très différente de celle des Etats-Unis ou de l'Occident**, ce qui l'amène à entraver nombre de projets qui donnent sa raison d'être aux Nations unies. La République populaire utilise ainsi son statut de membre permanent du Conseil de sécurité, et du droit de veto qui va avec, pour **protéger des régimes autoritaires avec lesquels elle est en bons termes, comme le Soudan, le Zimbabwe,**

l'Erythrée, le Myanmar et la Corée du Nord. Et, dans l'épreuve de force avec l'Iran qui préoccupe actuellement le Conseil de sécurité et l'Occident dans son ensemble, la Chine est bien décidée à jouer les empêcheurs de tourner en rond en bloquant toute tentative d'imposer des sanctions au régime intransigeant de Téhéran.

C'est un truisme de dire que le Conseil de sécurité ne fonctionne que dans la mesure où les Etats-Unis l'y autorisent. Cela pourrait bientôt s'appliquer également à la Chine. La croissance phénoménale de l'économie chinoise a fait du pays une puissance d'envergure mondiale, et les besoins en matières premières qui accompagnent cette croissance ont incité Pékin à tisser de nouveaux liens en Asie, en Afrique et en Amérique latine. L'ancienne ardeur révolutionnaire n'est plus qu'un souvenir, et la Chine porte sur le monde un regard de plus en plus pragmatique et assuré.

A 56 ans, Wang Guangya est un éminent représentant d'une nouvelle génération de diplomates chinois bien plus raffinés et mieux formés que ne l'étaient jadis les idéologues du parti. Il est considéré comme le favori pour succéder à l'actuel ministre des Affaires étrangères, Li Zhaoxing, qui doit se retirer dans un an.

Wang est l'un des diplomates les plus habiles des Nations unies. L'ambassadeur britanni-

que Emyr Jones Parry raconte que son homologue chinois a un truc qui lui est propre : **“Au Conseil, il s’exprime en chinois, mais il écoute en même temps la traduction anglaise de ses propos. Parfois il s’interrompt et passe à l’anglais pour dire quelque chose qui ressemble à la traduction, mais avec une nuance.”** Wang procède par suggestion, par détour, et use parfois du silence. *“Les Chinois jouent un jeu très subtil à l’ONU, remarque Vanu Gopala Menon, l’ambassadeur singapourien. Ils indiquent toujours leur position à demi-mot. Ils ne parlent pas les premiers : ils écoutent d’abord, puis font une déclaration qui reprend dans les grandes lignes ce que veulent les pays en développement.”*

Le jeu auquel jouent les Chinois empêche quasiment à chaque fois les Nations unies de répondre aux crises humanitaires. De fait, l’habileté diplomatique de Wang et le fait que **la Chine protège les pays avec lesquels elle commerce, même lorsque ceux-ci sont accusés des pires violations des droits de l’homme**, ont vidé de leur sens les pieuses exclamations comme *“Plus jamais ça !”* qui s’étaient exprimées à la suite du génocide rwandais en 1994 et devant la passivité dont avait fait preuve à cette occasion le Conseil de sécurité. L’exemple le plus évident du nouveau militantisme de la Chine dans ce domaine est celui du Darfour. Aucune des grandes puissances, à l’exception, par intermittence, des Etats-Unis, n’a manifesté le moindre désir de prendre des mesures énergiques pour protéger les populations de cette province soudanaise contre les atrocités commises par le gouvernement et ses supplétifs, les milices *janjawid*. La Chine, qui achète une bonne partie du pétrole soudanais, s’est érigée en principal protecteur du régime de Khartoum. Durant l’été 2004, après que le Congrès américain eut qualifié de

“génocide” les attaques brutales contre des villageois sans défense, la Chine annonça qu’elle opposerait son veto à une résolution américaine qui se contentait pourtant de brandir la menace de sanctions contre Khartoum, sans les imposer.

Et pourtant, selon Munir Akram, ambassadeur du Pakistan, *“la Chine était loin d’être aussi active à propos du Darfour que ce que l’on croit généralement. Les propositions venaient soit de l’Algérie, soit de nous.”* Dans les moments de friction, si l’on en croit un diplomate occidental, Wang répétait avec une insistance tranquille : *“Vous ne pouvez vous aliéner le gouvernement soudanais. Sans lui, la mission de l’ONU échouera.”*

Sur la question du Darfour comme sur d’autres, **la Chine a compris les avantages de ployer sous le vent quand il le faut.** Alors que les troupes pathétiquement débordées de l’Union africaine se montraient incapables, tout au long de l’année 2005, de faire cesser les atrocités, la Chine (appuyée par la Russie) continua à faire obstacle à une résolution autorisant l’envoi d’une force de paix de l’ONU. Puis, en mai dernier, le régime soudanais et l’une des armées rebelles signèrent un cessez-le-feu, accentuant la pression en faveur d’une intervention des Nations unies. La position de la Chine paraissait de plus en plus intenable. Aussi Pékin accepta-t-il de ne pas mettre son veto à une résolution autorisant une mission de planification militaire de l’ONU – sans toutefois aller jusqu’à l’approuver.

La grande question qui divise l’ONU n’est plus comme autrefois l’opposition entre communisme et capitalisme ; le problème aujourd’hui est celui de la souveraineté. Depuis les catastrophes de la Bosnie et du Rwanda, on demande au Conseil de sécurité de protéger des individus contre un Etat abusif. Lorsque

certain Occidentaux critiquent l’ONU en disant qu’elle est un échec en tant qu’institution, ils veulent presque toujours signifier que le Conseil de sécurité n’est pas capable de trouver la volonté nécessaire pour assurer la protection des individus contre un Etat particulièrement brutal, que ce soit au travers d’une intervention, de sanctions ou même d’une simple condamnation. Mais cet échec est une préoccupation purement occidentale : en Chine, où le souvenir du *“siècle d’humiliation”* imposé par les impérialistes occidentaux est encore vivace – et où le droit de l’Etat à opprimer ses propres citoyens ne souffre aucune remise en question –, la souveraineté est depuis longtemps un slogan mobilisateur. Au cours des années 1990, les Chinois se sont abstenus ou ont voté contre dans le vote de résolutions cruciales autorisant le recours à la force pour chasser Saddam Hussein du Koweït ou visant à établir ou à renforcer des missions de maintien de la paix en Somalie, en Bosnie, au Rwanda et en Haïti. **Aujourd’hui, la Chine est plus souple sur le plan pratique, mais la doctrine tenant les droits de souveraineté pour absolus demeure un élément central de sa politique étrangère.**

Mes conversations avec Wang en reviennent toujours à ce point épineux. *“Chaque pays se doit d’assurer le bien-être de sa population, souligne-t-il. Il y a un problème dans certains pays, où la protection de la population est... – là, le très diplomate diplomate chercha le terme exact –... négligée. L’ONU peut intervenir de façon pacifique, fournissant de l’aide, prodiguant des conseils. Mais son rôle n’est pas de s’imposer. Là où le gouvernement fonctionne, on doit le laisser assumer ses responsabilités.”*

Choisir entre la souveraineté ou “la responsabilité de protéger”

Dans une autre conversation, tenue une semaine plus tard dans le salon des délégués de l'ONU, où Wang transgressa allègrement l'interdiction de fumer, l'ambassadeur insista sur le fait que le droit à exercer sa souveraineté sans aucune interférence extérieure était inscrit en lettres d'or dans le droit international. Sans doute, rétorquai-je, mais lorsque les chefs d'Etat du monde entier, réunis en septembre dernier à l'occasion du sommet célébrant le 60e anniversaire de l'ONU, approuvèrent le principe de *"la responsabilité de protéger"*, ce principe n'est-il pas du même coup devenu partie intégrante du droit international ?

C'est vrai, concéda Wang – même si la Chine émet les plus grandes réserves à l'égard de cette doctrine –, *"mais tout dépend de la façon dont on applique ce principe"*. Et du moment que cette nouvelle obligation ne s'applique qu'en cas de *"génocide"* ou de *"violations massives et systématiques des droits humains"*, elle ne saurait être invoquée dans le cas du Darfour. A l'époque, Wang venait de participer à une tournée organisée par le Conseil de sécurité dans la région, et il en avait conclu que la situation était très compliquée et que le gouvernement soudanais avait été injustement critiqué. La Chine continua à soutenir Khartoum. Après s'être abstenu sur la résolution décidant de l'envoi d'une force de paix, Wang demanda la parole pour réitérer la position de la Chine, à savoir que le déploiement des soldats de la paix ne pourrait s'effectuer qu'avec le consentement du gouvernement.

Malheureusement, observai-je, le président soudanais Omar Hassan El-Bachir venait tout juste de refuser l'envoi de la force de maintien de la paix.

L'Union africaine *"fait du bon travail sur le terrain"*, insista Wang. Et, d'ailleurs, les

Soudanais avaient accepté de désarmer les *janjawid*.

"Et s'ils n'y parviennent pas ?" Wang écrasa son mégot dans le cendrier. *"Si vous n'êtes pas certain que ça ne va pas marcher, pourquoi leur imposer une solution avant d'avoir prouvé qu'ils n'en étaient pas capables ?"*

En fait, **la Chine souhaite rejoindre la communauté internationale, mais à ses propres conditions.** La

République populaire est une entité particulière, une puissance mondiale qui se consacre exclusivement à l'exploitation de ses ressources internes et au règlement de ses conflits intérieurs. Elle ne cherche guère à utiliser le pouvoir dont elle dispose, sauf pour assurer un environnement harmonieux à son *"émergence pacifique"*. De toute façon, la Chine est passée si rapidement du statut d'Etat appauvri et replié sur lui-même à celui de grand pays sûr de lui et immensément influent qu'elle n'a pas eu le temps de réfléchir à ce qu'elle pouvait faire de ce pouvoir. C'est pourquoi **la Chine se préoccupe énormément de questions qui sont de peu d'intérêt pour l'Occident** – l'*"intégrité territoriale"*, notamment –, tout en négligeant les questions brûlantes qui inquiètent Washington, Londres ou Paris. La Chine, par exemple, n'a pas joué le moindre rôle moteur dans le débat sur les réformes de l'ONU qui ont agité l'organisation tout au long de l'année 2005. La Chine fait partie d'un bloc de pays en développement connu sous l'appellation de Groupe des 77 – son nom officiel étant "G-77 plus la Chine", même si les 77 pays du début sont aujourd'hui 131 – et partage l'avis de ce bloc selon lequel l'ONU devrait se préoccuper avant tout de questions économiques et sociales, et moins de paix et de sécurité. Et, même sur ces questions, remarque l'ambassadeur singapourien Menon, les Chinois *"suivent le courant"*. La Chine s'est battue durant

plus d'une décennie contre les résolutions soumises à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, et s'est opposée bec et ongles à la proposition de Kofi Annan visant à remplacer cette commission anémique par un organisme beaucoup plus musclé. Pourtant, dans les derniers jours cruciaux du débat, en septembre 2005, c'est Munir Akram, l'ambassadeur du Pakistan, et non Wang, qui présenta un vague projet censé débloquer la situation. Au final, l'Assemblée générale mit en place un nouveau Conseil des droits de l'homme doté de principes suffisamment laxistes pour que des pays comme l'Iran, Cuba, la Russie et, bien entendu, la Chine puissent y siéger.

Le sujet qui, en revanche, suscita la fureur de la Chine fut la demande du Japon de devenir membre permanent du Conseil de sécurité. La mobilisation générale de la Chine sur cette question rappela au monde que **ce pays est capable de renoncer à toute retenue lorsqu'il estime que son intérêt national est en jeu**, comme cela avait été le cas une décennie plus tôt, lorsque Pékin avait ouvertement tenté de saboter l'envoi de missions de paix au Guatemala, en Haïti ou en Macédoine sous prétexte que ces pays entretenaient des liens commerciaux avec Taiwan. La position chinoise n'était pas très convaincante. Aucun pays ne mérite plus que le Japon de siéger au Conseil, Tokyo s'acquittant de 19 % du budget de l'ONU, soit à peine moins que la contribution américaine – alors que la Chine en règle 2 %, et la Russie 1 %. Mais le Japon est le principal concurrent asiatique de la Chine, et le plus fidèle allié des Etats-Unis dans la région.

La Jordanie et l'Union Africaine à la rescousse

Et, surtout, la Chine n'a toujours pas pardonné les atrocités qui ont marqué la

prise de Nankin en 1937 et l'agression du territoire chinois par le Japon au cours de la Seconde Guerre mondiale. En avril 2005, peu après que le Japon, l'Allemagne, l'Inde et le Brésil eurent déposé officiellement leur candidature à un Conseil de sécurité élargi, des manifestations antijaponaises éclatèrent en Chine. Des représentations diplomatiques et des entreprises nippones furent mises à sac. Les Japonais furent choqués tant par la violence des manifestations que par le fait que, de toute évidence, les autorités chinoises toléraient, voire approuvaient les excès. Pendant ce temps, Wang et ses collaborateurs cherchèrent à influencer les ambassadeurs de pays à la position encore incertaine. Le prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini, représentant permanent de la Jordanie, qui envisageait d'apporter son parrainage à la résolution visant à élargir le nombre des membres permanents du Conseil de sécurité, raconte qu'il fut convoqué dans une salle du Conseil pour y rencontrer un diplomate chinois. *"Le type était dans tous ses états, se souvient le prince Zeid. Il me demanda comment une grande puissance [comme le Japon] pouvait refuser de reconnaître des vérités fondamentales tout en tirant fierté du travail positif qu'elle accomplit dans le monde."* Le diplomate chinois envoya plus tard au prince un exemplaire d'un livre de photographies sur la tragédie de Nankin. La Jordanie continua à appuyer la résolution, mais refusa de la parrainer.

Si la Chine ne put convaincre les pays africains de rejeter le principe de l'extension du Conseil de sécurité, elle réussit pourtant à porter le coup de grâce à l'initiative lors d'une réunion de l'Union africaine tenue début août en Libye, où les chefs d'Etat s'étaient rassemblés pour choisir deux pays qui se joindraient aux quatre autres demandant à

devenir membres permanents du Conseil. Quelques semaines auparavant, la Chine avait reçu en grande pompe Robert Mugabe, le dirigeant de plus en plus dictatorial et excentrique du Zimbabwe, depuis longtemps client de la Chine. Peu après son retour de Pékin, Mugabe déclara que les pays africains devaient insister pour bénéficier non seulement d'une représentation permanente au Conseil de sécurité, mais du droit de veto. Cette exigence était de toute évidence vouée à l'échec, car ni la Chine ni aucun des quatre autres membres permanents n'était prêt à rogner, en le diluant, le pouvoir de son droit de veto. Cela n'empêcha pas une cohorte de diplomates chinois de ratisser les couloirs de Tripoli en appelant à la fierté africaine, aux impératifs de la parité globale et autres invocations du même acabit. Les demandes en faveur du veto africain se retrouvèrent au centre des débats, ce qui signa la mort de l'élargissement du Conseil de sécurité. Le cadavre ne portait aucune empreinte chinoise.

En août 2006, l'ONU a commencé à chercher un successeur à son secrétaire général, Kofi Annan. Les pays asiatiques estiment que c'est à leur tour de se voir confier le poste. Les Américains s'opposent à tout candidat soutenant trop ouvertement les revendications du tiers-monde ; Pékin refusera tout secrétaire général originaire d'un pays trop proche de Washington. Mais ce ne seront pas les seules difficultés. La Chine pourrait saisir l'occasion de resserrer ses liens avec l'Inde en soutenant Shashi Tharoor, un responsable onusien qui est le candidat de New Delhi mais auquel pourrait s'opposer avec véhémence le Pakistan, un allié proche de Pékin. Aussi la Chine pourrait-elle, pour une fois, être amenée à décevoir, voire à susciter la colère de certains de ses amis au sein du G-77 – une situation qu'elle cherche habituellement à éviter à tout prix.

Wang ne cache pas son espoir de voir le successeur de l'actuel secrétaire général *"apporter un point de vue asiatique"*. Il entend par là, explique-t-il, une priorité donnée à *"la patience sur la précipitation"*, et une attention particulière apportée aux droits collectifs – autrement dit ceux de l'Etat – plutôt qu'aux droits individuels. Si la Chine atteint ses objectifs, l'ONU pourrait bien apparaître aux yeux des Etats-Unis comme un endroit encore moins hospitalier qu'il ne l'est déjà.



La Chine et les Etats-Unis sont les deux bêtes noires* jumelles de l'ONU : les Etats-Unis parce qu'ils insistent pour entraîner l'organisation internationale dans leurs croisades, **la Chine parce qu'elle refuse obstinément de participer à toute initiative contraire à son intérêt national.** Washington fait preuve d'un moralisme conquérant ; Pékin d'un mercantilisme extrêmement circonspect. Et les deux capitales peuvent se permettre de défier les visions consensuelles.

La Chine et la Russie ont les mêmes positions sur les questions concernant la souveraineté, mais la Chine, qui ne souhaite pas détériorer ses relations avec Washington, préfère rechercher un terrain d'entente avec les Etats-Unis. Quand la Russie menaçait ouvertement d'opposer son veto à toute résolution autorisant une guerre contre l'Irak, la Chine fit part aussi discrètement que possible de sa propre opposition à une telle initiative. Plus récemment,

la Chine et la Russie se sont opposées à toute condamnation du programme nucléaire iranien par le Conseil de sécurité, mais Pékin s'est montré beaucoup plus attentif que le Kremlin aux inquiétudes de la Maison-Blanche. *"Les Russes ont passé quarante-cinq minutes à discuter de la signification exacte du verbe 'consulter', se souvient un diplomate américain. Les Chinois ont simplement dit que le terme leur convenait."* *"Je trouve que la façon dont vous travaillez parfois, vous autres Américains, remarque Wang, et en particulier le fait que votre travail est respecté par les autres parce qu'il les respecte, peut permettre de trouver un terrain d'entente."* Mais que veut-il dire exactement par *"terrain d'entente"* ? Le consensus que la Chine a recherché sur le Darfour ressemble fort à une as-

tuce pour paralyser l'ONU. Et l'insistance de la Chine à *"respecter"* l'Iran semble moins vouloir contribuer à convaincre Téhéran de mettre un terme à son programme nucléaire qu'à entraver toute action punitive envisagée par l'Occident.

Wang affirme que les Etats-Unis ont une diplomatie tonitruante *"parce que l'Amérique est une superpuissance et que sa parole a beaucoup de poids"*. Il semblerait que la Chine ait également acquis du poids, mais ce n'est pas l'avis de Wang. A la fin de notre second entretien, il revint à l'un de ses thèmes favoris. *"Les Américains sont forts et jouent de cette force, me dit-il. La Chine est faible et n'a aucune intention de jouer les costauds."*

Je lui fis remarquer que la Chine est en réalité un poids lourd mais que les coups

qu'elle porte sont ceux d'un poids plume. La comparaison fit sourire Wang. *"Et alors, quel mal y a-t-il à ça ?"* fit-il. Eh bien, rétorquai-je, cela dépend. C'est alors que Wang me fit cette étonnante déclaration : ***"La Chine se considère toujours comme un pays faible, petit et peu puissant. J'ai le sentiment qu'au cours des trente prochaines années, elle continuera à le faire. La Chine aime concourir dans la catégorie inférieure, comme vous dites."***

Mais pourquoi donc ? Pourquoi la Chine refuserait-elle d'étaler sa puissance ? Wang évoque l'émergence paisible de son pays et la nécessité de rassurer tous ceux que sa force croissante inquiète. ***"Nous ne voulons embarrasser personne"***, conclut-il.

* En français dans le texte.

James Traub
The New York Times

Un port chinois au Pakistan

Pour contrer l'alliance indo-américaine, Pékin s'allie à Islamabad. Et en construisant à leurs frais le complexe portuaire de Gwadar, les Chinois s'offrent une position stratégique.

Les liens entre Islamabad et Pékin, qui n'ont cessé de se développer depuis **la reconnaissance du Pakistan par la Chine, en 1950**, comportent aujourd'hui de multiples aspects stratégiques. Dans le paysage mouvant des alliances mondiales, ces relations ont un rôle crucial à jouer pour contrer les centres de pouvoir émergents, en particulier le partenariat indo-américain qui est en train de se formaliser [notamment avec l'accord de collaboration sur le nucléaire civil signé en mars dernier]. Non seulement la Chine et le Pakistan ont intérêt à limiter la portée de ces nouvelles alliances, mais **Pékin se sert de ses relations avec Islamabad pour accroître son influence dans le golfe Arabo-Persique et en Asie centrale.**

A l'intérieur des terres, les deux pays ont entrepris de **relier la route du Karakorum aux républiques d'Asie centrale** et Islamabad a fait savoir qu'il était prêt à former le cœur d'un **réseau énergétique s'étendant jusqu'en Chine**. De plus, la Chine est en train de construire le port de Gwadar sur le littoral du Baloutchistan [province occidentale du Pakistan], dont l'intérêt stratégique avait été ignoré jusqu'ici. Pékin a financé une part importante de la première phase du projet, ainsi que des liaisons routières avec le reste du pays. En contrepartie, Islamabad a accordé à la Chine des garanties de souveraineté en matière de règlement des conflits dans le cadre du Traité bilatéral d'investissement et **accepté la présence navale chinoise** dans ses eaux territoriales. Cet accord permettra aux Chinois de contrôler l'une des voies maritimes de communication les plus importantes au monde.

Depuis le début de la guerre en Irak, la marine indienne s'est entendue avec son homologue américaine pour escorter les navires depuis le golfe d'Aden jusqu'au détroit de Malacca, et à l'est vers la mer de Chine méridionale. **En étant présente à Gwadar, la Chine ne sera qu'à 400 kilomètres du détroit d'Ormuz, une voie cruciale pour l'approvisionnement en pétrole et autres marchandises, et elle s'assurera un accès direct au golfe Persique.** Au final, l'extension de la route du Karakorum et la construction du port de Gwadar permettront à la Chine de **diversifier ses voies d'importation de produits pétroliers** et de bien **marquer sa présence dans le golfe Persique et en Asie centrale.** Pour le Pakistan, l'accord de Gwadar contribue à **neutraliser l'influence indo-américaine sur la mer d'Arabie** et dans toute la zone. New Delhi ambitionnant de se doter d'une marine au long cours, il est dans l'intérêt du Pakistan d'attirer la Chine sur son territoire pour **parer à toute mésaventure, y compris un blocus.** D'ailleurs, Islamabad envisage de faire du port de Gwadar une "zone de défense sensible" et a annon-

cé son intention **d'utiliser la marine chinoise comme dispositif de défense avancée** contre toute action maritime.

Le premier pays touché par cet accord sera les Etats-Unis. Pour défendre leurs intérêts, les Américains cherchaient à établir une suprématie absolue par leur présence dans la région et par celle de régimes complaisants. Par ailleurs, en coopérant avec la marine indienne dans la mer d'Arabie, ils visaient exactement le même objectif que le Pakistan et la Chine par l'accord de Gwadar, à savoir **élargir leur sphère d'influence pour contrôler l'activité maritime et le grand jeu pétrolier dans le Golfe.** Ainsi, Washington voit manifestement cet accord d'un mauvais œil, et des notes internes du Pentagone signalent la présence chinoise comme un facteur inquiétant. Selon certains rapports, **les Etats-Unis, fortement opposés au projet de Gwadar et à ceux de pipelines en provenance d'Iran, ne seraient d'ailleurs pas étrangers aux troubles du Baloutchistan [région agitée par une insurrection réclamant plus d'autonomie, [voir CI n° 827, du 7 septembre 2006].** En vue de détourner le trafic maritime du port de Gwadar, New Delhi et Washington ont d'ailleurs déjà pris des initiatives pour favoriser le développement d'autres complexes portuaires dans le Golfe.

Une voie d'accès dans le détroit d'Ormuz

Une analyse du réseau complexe des alliances mondiales laisse entrevoir un grand nombre de possibilités pour l'avenir. Si le Pakistan et la Chine entendent s'opposer au partenariat indo-américain, **la coopération entre Pékin et New Delhi, en particulier sur le plan économique, n'en progresse pas moins à un rythme constant.** Et Islamabad, qui est sans doute l'allié le plus actif de Washington dans la guerre contre le terrorisme, a reçu un énorme soutien économique et militaire des Etats-Unis depuis le 11 septembre 2001. Pour ajouter à la confusion, il est possible que la riposte à l'accord de Gwadar vienne des ports iraniens. Compte tenu de leur hostilité ouverte à l'actuelle politique de l'Iran et de leurs efforts pour établir un régime de sanctions contre Téhéran, les Etats-Unis sont aux prises avec un dilemme : d'un côté, ils se refusent obstinément à accroître l'isolement de l'Iran sur la scène internationale, mais, de l'autre, ils tiennent à mettre à mal le projet de Gwadar et tout ce qu'il représente. **D'aucuns laissent entendre qu'ils pourraient même confier à l'Inde le soin de développer les installations portuaires iraniennes tout en fermant les yeux sur ce développement.**

Que va donner cet enchevêtrement d'alliances ? **Pour le Pakistan, la stabilité intérieure est la première des priorités.** Non seulement la paix au Baloutchistan est indispensable à l'avancement du projet de Gwadar, mais Islamabad doit s'assurer que des rebelles ne menacent pas la coopération stratégique avec la Chine et ne conduisent pas l'Occident à l'accuser d'abriter des extrémistes. Enfin, même si la collaboration avec la Chine est salutaire, **une politique étrangère multipolaire demeure essentielle.** En tout état de cause, **le Pakistan doit jouer un rôle plus important dans le monde musulman tout en intensifiant**

ses efforts pour présenter l'Iran comme une puissance nucléaire responsable afin de dissiper les craintes de l'Occident.

** Ejaz Haider est membre de la rédaction en chef du quotidien The Daily News et de l'hebdomadaire The Friday Times, tous deux publiés à Lahore. Moeed Yusuf est spécialiste de politique économique au Sustainable Development Policy Institute d'Islamabad.*

Ejaz Haider et Moeed Yusuf*
Himal

LE MONDE ARABE ADMIRATIF

"La superficie de la Chine est égale à celle du monde arabe et le nombre de ses habitants y est plus de quatre fois supérieur. Pour autant, la croissance chinoise au cours des deux dernières décennies a atteint une moyenne de 9 %, alors que celle du monde arabe stagne autour de 3 %. Notre croissance aurait été encore plus basse sans le pétrole, mais aussi sans le développement économique dans des pays comme la Chine, devenue grande consommatrice de notre pétrole", écrit Asharq Al-Awsat

En marge d'un colloque organisé à Washington sur les relations sino-américaines, le quotidien panarabe analyse le décollage de la Chine. Une des raisons principales en serait selon lui **la nouvelle vision chinoise du monde et sa manière de se situer sur l'échiquier : dans les négociations, les discussions et les accords commerciaux, Pékin ne joue plus la carte de la victime, contrairement aux Arabes, qui se complaisent dans ce rôle.** Pourtant, la Chine a été beaucoup plus humiliée par le colonialisme que le monde arabe. Dans le passé, Pékin, comme tous les pays du tiers-monde, rappelait volontiers les crimes coloniaux dans ses négociations avec les Occidentaux, afin d'obtenir de meilleures conditions commerciales. Mais **il s'est débarrassé aujourd'hui de cette mentalité de victime, car il a décidé de jouer dans la cour des grands.** Qui examine de près les récentes positions de la Chine sur les conflits en Palestine ou au Liban, ou encore sur la question du nucléaire iranien, remarque un net changement de ton, dû à sa méfiance de l'islamisme, certes, mais aussi à sa **nouvelle façon de penser le monde,** conclut Asharq Al-Awsat.



Une puissance néocoloniale en Afrique

Un commentateur hongkongais analyse les ressorts de l'extraordinaire développement des échanges entre la Chine et l'Afrique ces dernières années.

Bien que le voyage en Afrique du président de la République chinoise, Hu Jintao, en avril 2006 n'ait pas fait l'objet d'une grande attention, il a été d'une extraordinaire importance. En effet, hormis le fait qu'il a permis d'obtenir un grand nombre de **droits d'exploitation de champs pétrolifères et ouvert des marchés plus vastes** aux marchandises chinoises, on peut aussi le considérer comme marquant l'engagement de la Chine sur la voie du colonialisme en Afrique. [En juin, le Premier ministre Wen Jiabao a à son tour effectué une tournée en Afrique, et le ministre des Affaires étrangères chinois s'y était rendu en janvier.]

Porteur de nombreux contrats, accords ou promesses de coopération sur les ressources pétrolières et minières, Hu Jintao a reçu, lors de sa visite au Maroc, au Nigeria et au Kenya, un accueil et des honneurs à cent lieues de ceux qui lui avaient été réservés aux Etats-Unis [première étape de son voyage]. Non seulement les grandes personnalités politiques des différents pays se sont bousculées pour le rencontrer, mais il lui a également été donné l'occasion d'intervenir devant le Parlement nigérian pour s'exprimer sur les "nouvelles relations stratégiques sino-africaines" (intensification de la coopération commerciale, recherche d'une prospérité commune). Sans se concerter, les dirigeants des trois pays ont tous déclaré **vouloir s'inspirer du modèle de développement chinois** ; les médias nigériens sont même allés jusqu'à affirmer que le Nigeria voulait être *"la Chine de l'Afrique"*.

Il est à noter que **le degré de dépendance commerciale de l'Afrique vis-à-vis de la Chine s'accroît d'année en année**. Alors qu'en 2004 le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique s'élevait à 30 milliards de dollars [environ 24 milliards d'euros], il est passé l'an dernier à 39,7 milliards [il a quadruplé entre 2000 et 2005]. L'Afrique a désormais supplanté les pays d'Asie centrale et, comme **source d'importation de pétrole pour la Chine**, arrive en deuxième position après le Moyen-Orient. En janvier, l'Angola a pour la première fois dépassé l'Arabie Saoudite en devenant le premier fournisseur de la Chine en pétrole. Les échanges entre la Chine et l'Afrique prennent la forme suivante : **sous couvert de la réalisation de chantiers, de transfert de technologies et de produits finis, la Chine fournit du personnel qualifié et des ouvriers pour travailler à des programmes d'aide à la construction** [officiellement, ils sont environ 100 000 actuellement] ; **elle obtient en contrepartie des ressources naturelles africaines comme du pétrole, du bois ou des minerais** [15 % de ses importations de minerais, selon des sources chinoises]. **Cette forme d'échanges commerciaux est qualifiée par les médias occidentaux de "néocolonialisme"**.

A ce sujet, pour faire taire les voix dénonçant l'expansion de la Chine en Afrique, Hu Jintao, lors de sa visite en Afrique, n'a cessé de répéter que **la Chine était "attachée à une voie de développement pacifique"**, qu'elle cherchait à étendre ses relations diplomatiques dans une démarche *"de paix, de développement et de coopération"* et qu'elle *"ne [constituait] pas une menace pour qui que ce soit"*. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Qin Gang, a de son côté déclaré que l'intensification des relations de la Chine avec l'Afrique est bénéfique pour les deux parties et que, loin de constituer un pillage, cela contribue au développement économique de l'Afrique.

Des méthodes chinoises qui seront néfastes à l'Afrique

Il semble pourtant bien que la Chine marche actuellement sur les pas des colonialistes occidentaux de jadis. Qui plus est, la puissance économique chinoise étant de plus en plus importante, les besoins et l'appétit de la Chine en ressources naturelles dépassent désormais ceux des anciens colons occidentaux. Les entreprises chinoises commencent à investir à grande échelle en Afrique, mais, les hommes d'affaires chinois n'étant pas des modèles d'intégrité, ils apportent avec eux les **méthodes de management chinoises : pots-de-vin, concussions, fraudes, atteintes à l'environnement**, etc. De ce fait, **le "pillage" de l'Afrique par la Chine ne peut qu'avoir des conséquences encore plus graves**.

L'augmentation continue des programmes d'aide chinois se traduit par **une consolidation des liens de partenariat stratégique fondés sur des "intérêts mutuels" entre la Chine et l'Afrique**. Quand la dépendance de l'Afrique vis-à-vis de la Chine se sera encore accentuée, le problème du "pillage" deviendra crucial. A ce moment-là, une telle situation entraînera forcément une riposte de la part des autorités locales et la théorie de la menace chinoise, des "néocolonialistes", aura à coup sûr le vent en poupe.

Pan Xiaotao
Yazhou Shibao Zaixian

"UN TAS D'INEPTIES"

L'organe du Parti communiste chinois répond aux accusations de "néocolonialisme" de la Chine.

Ces derniers temps, les médias occidentaux ont fait tout un foin à propos de l'aide et des prêts accordés par la Chine à l'Afrique, affirmant que la Chine, en proposant ces programmes, encourageait la corruption dans les pays africains. Des journalistes ont même prétendu de façon inconsidérée que la présence de la Chine en Afrique relevait du "néocolonialisme" et cachait des desseins inavoués. Ce tapage, sans aucun rapport avec la réalité des faits, **reflète simplement leur aigreur**. De telles affirmations, inacceptables pour les pays africains, ne sont pas non plus partagées par les chercheurs américains. **Contrairement aux pays occidentaux, qui assortissent très souvent de conditions draconiennes l'octroi d'aides ou de prêts, la Chine ne pose aucune condition préalable et son objectif est seulement d'aider en toute sincérité les pays africains à sortir de la pauvreté et à augmenter leur capacité de développement durable.** En acceptant ces prêts, les pays africains n'ont pas à sacrifier leur souveraineté nationale ni la dignité de leurs peuples.

Sur cette question, les pays africains font preuve d'une grande lucidité, et de nombreux hauts dirigeants africains ont exprimé publiquement à différentes occasions et par le biais de différents canaux qu'ils étaient tout à fait favorables à l'aide et au financement chinois. Ces déclarations sincères constituent la meilleure réfutation qui soit du **raisonnement occidental fallacieux**.



Mission : bâtir un monde harmonieux

Pékin doit faire entendre sa voix originale et novatrice, explique un professeur chinois de relations internationales.

La notion de "monde harmonieux" apparaît au moment clé où une restructuration de l'ordre mondial s'amorce. Lors de la réunion de travail du Comité central sur les affaires étrangères, qui s'est déroulée du 21 au 23 août, le président Hu Jintao a prononcé un important discours où il a mis l'accent sur les nouvelles tâches à accomplir sur le plan diplomatique en ce siècle naissant. Il a indiqué qu'il fallait s'efforcer de créer un environnement international et des conditions extérieures favorables à la politique d'ouverture et de réforme en Chine, ainsi qu'à la modernisation socialiste, afin de contribuer à promouvoir une paix durable, une prospérité commune et un monde harmonieux.

Cette notion d'un monde harmonieux trouve ses racines dans le profond terreau culturel chinois de la "concorde" et présente donc des caractéristiques orientales et une spécificité nationale évidentes. Par ailleurs, en préconisant la construction d'un monde harmonieux, la Chine brise le monopole de la parole exercé par les pays développés occidentaux dans le domaine des relations internationales et met en évidence le droit de la Chine à donner son point de vue. Elle occupe ainsi la position dominante de la morale, accroît son *soft power* et se forge une image nouvelle. Créer un monde harmonieux est un devoir de grande puissance et une mission historique, et la Chine ne peut s'y soustraire.

Bâtir un monde harmonieux est un objectif réalisable et pertinent. Premièrement, **c'est le remède approprié à des maux actuels tels que l'hégémonie, la politique du plus fort, les contradictions Nord-Sud ou la crise de l'environnement.** Deuxièmement, alors que la puissance de la nation chinoise augmente constamment et que l'influence de la Chine sur la scène internationale s'accroît elle aussi, bâtir un monde harmonieux **va permettre de garantir des ressources de plus en plus fiables.** Troisièmement, une telle démarche est dans l'ensemble approuvée par les principales civilisations mondiales et par les grandes organisations internationales comme l'UNESCO.

Naturellement, il faut être bien conscient que la puissance chinoise seule reste limitée. Il faut nous attacher **à obtenir le maximum de reconnaissance sur le plan international en améliorant**

notre communication extérieure, afin d'inciter les autres pays du monde à participer plus largement et plus spontanément à cette édification. Ensuite, il est indispensable de ne pas négliger non plus les situations de légitime concurrence et les luttes nécessaires. Concrètement, il faut rester attachés à nos principes en ce qui concerne la défense et la promotion des intérêts nationaux de la Chine, argumenter sur la base de la raison, nous battre pour ne pas essayer de défaite dans nos relations avec d'autres pays, lutter pour favoriser la paix, toujours exhorter à la recherche de solutions pacifiques et aux négociations dans les problèmes brûlants sur le plan international ou régional, en s'opposant au recours inconsidéré à la force militaire ou à des sanctions.

Sur le plan des relations entre grandes puissances, il faut faire porter les efforts sur **une coexistence harmonieuse entre la Chine et les Etats-Unis**, régler de manière appropriée le différend historique qui oppose la Chine au Japon du fait de la volonté des deux pays de se poser tous deux en pays forts et gérer au mieux les rapports de "coopération concurrentielle" avec les autres grandes puissances. Avec les pays voisins, nous devons veiller à conserver des **relations de bon voisinage et de coopération régionale**, trouver une solution adéquate aux problèmes laissés par l'Histoire et aux sources de tension actuelles. Sur le plan des relations Sud-Sud, la Chine doit chercher à préserver son identité de pays en voie de développement, apporter une aide extérieure en fonction de ses propres capacités et mener avec les autres pays une politique combinant coordination politique, coopération des ressources et diffusion culturelle. Sur le plan des relations multilatérales, nous devons nous en tenir au multilatéralisme et aux **négociations sur un pied d'égalité en refusant tout unilatéralisme** et tout double critère, participer activement au processus d'ajustement de l'ordre mondial, principalement illustré par la réforme des Nations unies. Enfin, sur le plan des relations avec Taïwan, nous devons favoriser les échanges commerciaux et la coopération culturelle, veiller au maintien de la stabilité et de la paix à Taïwan, et nous opposer résolument et efficacement à l'"indépendance taïwanaise" en créant inlassablement les conditions d'une réunification pacifique de la mère patrie.

Chen Xiangyang*

Liaowang Xinwen Zhoukan (Outlook Weekly)

